

# Royaume-Uni

Depuis début 2022, l'économie britannique demeure atone, dans un contexte économique dégradé sur fond de tensions politiques et sociales. Au quatrième trimestre 2022, marqué par d'importants mouvements de grèves en décembre, le PIB est resté stable (+0,0 %, après -0,2 % au troisième trimestre, ► [figure 1](#)). La croissance annuelle s'est élevée à 4,0 % en 2022, portée avant tout par le rebond de l'activité courant 2021 au sortir de la crise sanitaire.

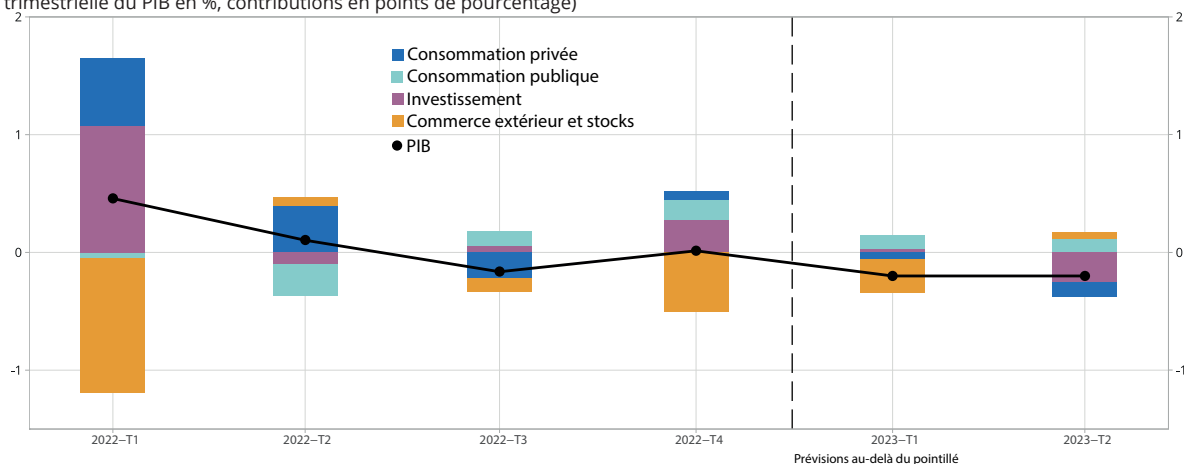
La consommation est restée pénalisée au quatrième trimestre 2022 (+0,1 % après -0,4 %) par l'érosion persistante du revenu réel des ménages dans un contexte de forte inflation. La demande intérieure a néanmoins été soutenue en fin d'année par un investissement relativement dynamique (+1,5 %) bien qu'évoluant de façon contrastée. L'investissement des ménages (-4,3 %, ► [figure 2](#)) apparaît particulièrement affecté par les pertes de pouvoir d'achat et par le resserrement monétaire mené par la Banque d'Angleterre. Au contraire, l'investissement des entreprises a rebondi (+4,8 % après -3,2 %), retrouvant seulement son niveau d'avant la crise sanitaire malgré le soutien fiscal (*super deduction*) mis en place à la suite du *Brexit*. Les échanges extérieurs en revanche, marqués depuis plusieurs trimestres par de forts mouvements, ont pesé sensiblement sur l'activité : les importations ont rebondi (+1,5 %, tirées par des importations d'équipement industriel et de transport, en lien avec le fort investissement des entreprises) tandis que les exportations se sont repliées (-1,0 %), principalement dans les services.

Début 2023, l'inflation reste à un niveau élevé (+10,1 % sur un an en janvier), bien qu'en reflux depuis octobre 2022 du fait principalement du recul des prix énergétiques mondiaux. Cependant, au premier semestre 2023, certains facteurs conduiraient à maintenir les prix à un niveau élevé. En effet, le programme de soutien mis en place par le gouvernement pour plafonner les factures d'énergie des ménages sera revu à la baisse en avril, tandis que le marché du travail, tendu depuis la crise sanitaire (chômage à 3,7 % en décembre avec toujours plus d'un million d'emplois vacants), continuerait de favoriser la progression des salaires. Ceux-ci restent cependant moins dynamiques que les prix de consommation – la hausse des salaires atteignait ainsi +5,9 % primes comprises en décembre en glissement annuel – et le pouvoir d'achat pourrait donc poursuivre sa baisse au premier semestre 2023.

Dans ce contexte, l'activité reculerait tout au long du premier semestre 2023 (-0,2 % par trimestre). Cette récession résulterait principalement du repli de la demande intérieure : l'inflation pèserait lourdement sur la consommation des ménages et l'investissement résidentiel continuerait de se dégrader sous l'effet de la hausse croissante des taux d'intérêt. L'investissement des entreprises, en revanche, progresserait au premier trimestre avant de reculer au deuxième, avec l'arrêt du dispositif de *super deduction* en avril. Dans un contexte de faible dynamisme du commerce mondial, les exportations resteraient déprimées, tandis que les importations se replieraient dans le sillage de la demande intérieure. ●

### ► 1. La demande intérieure pèserait sur l'activité au premier semestre de 2023

(variation trimestrielle du PIB en %, contributions en points de pourcentage)

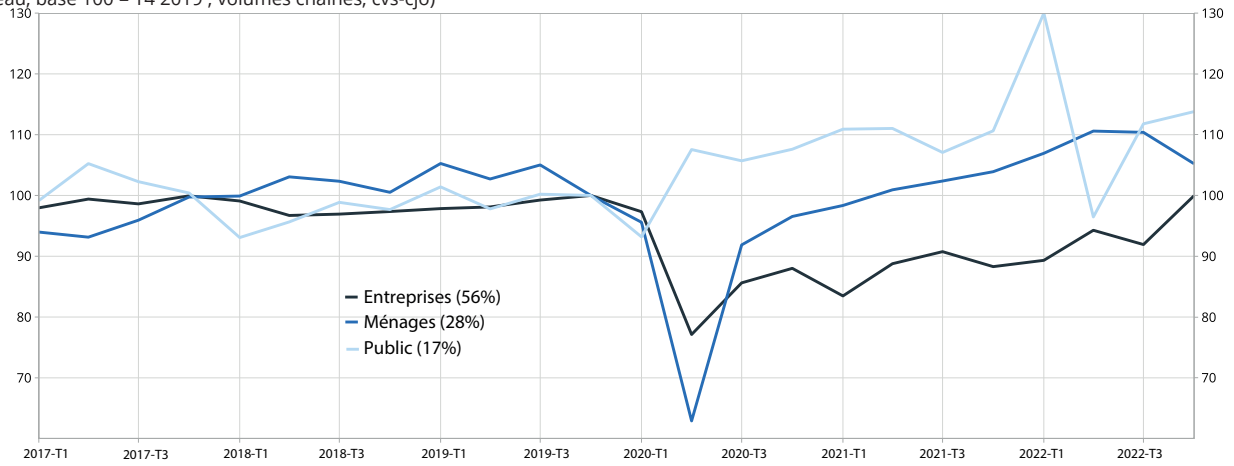


Lecture : au troisième trimestre 2022, le PIB a reculé de 0,2 % et la consommation privée a contribué pour -0,2 point à cette évolution.

Source : ONS, calculs Insee.

## ► 2. L'investissement des ménages et des entreprises a évolué de façon contrastée fin 2022

(en niveau, base 100 = T4 2019 ; volumes chaînés, cvs-cjo)



Dernier point : quatrième trimestre 2022.

Source : ONS, calculs Insee.